

PSU

L'EXPULSION DE HAMID BERRADA:

UNE NOUVELLE MANIFESTATION DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

En arrêtant subitement Hamid BERRADA à la Cité (alors que celui-ci résidait depuis plusieurs années en France, et qu'aucun fait nouveau n'est intervenu justifiant cette expulsion) le gouvernement français fait la preuve que cette décision est une décision purement politique.

On peut s'insurger contre la violation des franchises universitaires, ou contre le Délégué Général complice - dans les faits - par son silence. On peut s'insurger contre le dynisme du gouvernement qui ne néglige rien pour que la reprise des relations franco-marocaines se fasse dans le "meilleur climat possible", contre l'irruption des flics à la Cité (la liste est déjà longue: Espagne, Afrique, Maroc...). Cette façon de poser le problème n'est pas satisfaisante car elle ne montre pas toujours clairement le lien organique qui relie ces événements. On s'attaque simplement aux effets d'un système, et on oublie sa nature.

La reprise des relations avec Rabat est "largement approuvée et même applaudie de part et d'autre, notamment par les milieux d'affaires, victimes indirectes de la brouille, qui souffraient de l'interruption de l'aide financière française et surtout de l'apparition de concurrents redoutables". LE MONDE du 3 février fait ainsi - sans le savoir - la preuve que ce sont les intérêts économiques, le profit d'une minorité, qui guident la politique française. Ceci montre bien la dépendance de l'appareil d'Etat par rapport aux couches liées à l'expansion des monopoles, et la complicité indispensable des régimes réactionnaires du Tiers Monde, sans laquelle cette pénétration économique serait impossible. En échange, ces régimes bénéficient de l'aide militaire française pour mater d'éventuels soulèvements des classes qu'ils exploitent. Les concepts de pays développés et de pays sous-développés ainsi que de l'aide désintéressée des premiers aux seconds cache donc la réalité du lien qui relie les bourgeoisies des pays développés à celles des pays sous développés. Ces concepts masquent l'unité du système d'exploitation impérialiste.

Le viol de la Charte, le silence de Marthelot, l'expulsion de Hamid Berrada, condamné à mort au Maroc, sont les conséquences de la politique impérialiste de la France, et c'est dans cet esprit qu'il importe de dénoncer ces faits. Les progressistes français doivent donc dépasser la solidarité sentimentale qui les lie aux marocains, en engageant la lutte contre leur propre impérialisme. En ce sens, nous sommes concernés à part entière dans cette affaire.

Lundi soir, le succès de la manifestation du CLIP, qui a regroupé un millier de personnes, a montré aussi les limites de ce type d'action par l'absence de débouchés. La lutte ne peut se limiter à la Cité. Il faut l'étendre à l'échelon national en prenant contact avec les C.A UNEF dans les facs.

La lutte contre la violence de la bourgeoisie qui se manifeste par les emprisonnements, les expulsions, la surveillance des militants, doit trouver une assise de masse. Le mot d'ordre "Le gouvernement viole notre résidence, violons la résidence de son représentant, Marthelot" est aberrant. Il suppose que les adversaires disposent des mêmes moyens, il oublie toute la puissance de l'appareil de répression de l'Etat bourgeois. NON, A LA VIOLENCE PERMANENTE DE LA BOURGEOISIE, ON NE RIPOSTE PAS PAR LA VIOLENCE PONCTUELLE DES COMMANDOS, mais par des actions qui permettent une explication, une sensibilisation, une mobilisation de la masse des résidents d'abord, de la population ensuite. Cela implique que cette action soit étalée dans le temps et qu'elle concerne chacun.

A la Cité, seuls des moyens de pression financiers sur la Fondation Nationale peuvent aboutir à des résultats. Le CLIP, organisme syndical de la Cité doit donc soit imposer la suppression du contrôle des cartes de restaurant, soit organiser une grève des loyers jusqu'à l'annulation du mandat d'expulsion qui frappe BERRADA.

-DENONCONS LE SILENCE COMPLICE DE MARTHELOT.

-ETENDONS LA LUTTE DANS LES FACs PAR LES C.A UNEF ET UGE

-A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS

TOUS AU MEETING DE L'UNEM. CE SOIR 21H. MAISON DU MAROC.

GRUPE P.S.U. CITE

Mouvement

(17.

Etudiants

maghrébin

NOTRE POSITION SUR L'A.E.M.N.A.F.

Elle repose sur une double base :

- opposition à la politique du pouvoir et à la caporalisation des organisations de masses par le parti de Kaïd AHMED ;

- refus de se reconnaître dans la direction actuelle de l'U.N.E.A. dont les pratiques bureaucratiques et la ligne révisionniste ont contribué largement à démobiliser la masse des étudiants.

L'A.E.M.N.A.F. a été fondée dans le but d'accélérer la prise de conscience nationale au sein du milieu intellectuel. En même temps qu'elle mettait en place un cadre assez large pour permettre la confrontation et la liaison entre les différents courants maghrébins, assurant ainsi la diffusion des idées nationalistes.

Tout au long de la lutte anti-colonialiste, elle a joué un rôle de mobilisation politique et elle a été le creuset où se sont formées des générations de militants.

Avec l'accession à l'indépendance, les contradictions de classes, reléguées au second plan pendant les luttes de libération nationale, se sont aiguës au sein des sociétés maghrébines.

Ces contradictions se reflétant au niveau de la masse des intellectuels ont provoqué un recul du mouvement ainsi que des difficultés d'adaptation pour l'A.E.M.N.A.F. : elle ne parvient plus à jouer un rôle d'avant-garde en étant à la pointe de la lutte révolutionnaire (en liaison avec la lutte des masses populaires de nos pays).

Aujourd'hui, force nous est de constater :

1) Que l'A.E.M.N.A.F. ne mobilise plus la masse des étudiants

2) qu'elle ne joue plus aucun rôle dans la diffusion des idées révolutionnaires et dans l'organisation d'un cadre de discussion entre intellectuels maghrébins. Ce qui est d'autant plus grave qu'à l'heure actuelle il n'y a pas d'autre possibilité d'échanges, compte-tenu du manque des libertés démocratiques les plus élémentaires dans nos trois pays.

3) Qu'elle ne fait aucune ouverture en direction du million de travailleurs maghrébins en France, poussés à l'émigration par la misère et abandonnés à un sort inhumain. Bien au contraire, sur ce plan la coupure est presque totale.

./.

4) Que le 115 boulevard Saint-Michel n'est plus rien d'autre, pour la majorité des étudiants maghrébins qu'un restaurant universitaire.

5) Que dans la période actuelle de montée des luttés populaires et, en particulier, celle du peuple palestinien, l'A.E.M.N.A.F. est loin de jouer un rôle, ne serait-ce que dans le travail d'information de l'opinion maghrébine et internationale. Bien au contraire, en ne condamnant pas fermement les solutions qui font fi des droits du peuple palestinien (résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967), elle cautionne la mystification entretenue par les impérialistes et les régimes arabes.

Cette absence politique sur un plan aussi crucial de la seule organisation de masse maghrébine nous impose de réagir.

Ceci implique :

- de démocratiser largement les structures et d'organiser un cadre de confrontation et de débats étendu aux travailleurs qui ne soit pas soumis au contrôle bureaucratique d'un groupe ou d'un autre.
- d'ouvrir la discussion en vue de l'élaboration d'une ligne révolutionnaire pour l'A.E.M.N.A.F. pour en faire une base de soutien aux luttes qui se mènent dans nos trois pays (information et dénonciation de la répression, etc ...).
- de prendre des positions claires en ce qui concerne la question du Moyen-Orient et de mettre au point un programme d'activités en vue de populariser la juste lutte du peuple palestinien.

ETUDIANTS MAGHREBINS,

MOBILISONS NOUS A LA BASE

POUR IMPOSER UNE ORIENTATION JUSTE ET REVOLUTIONNAIRE

A NOTRE ORGANISATION DE MASSE.

HALTE AU TERRORISME ANTI-ARABE !

Un jeune de 15 ans et demi est mort, assassiné par un raciste.

JELLALI BEN ALI, un jeune Algérien est mort: deux coups de fusil lui ont fait éclater le crâne. Il sortait de chez lui, il allait acheter du lait. Le concierge de son immeuble, un raciste, a tiré sur lui, dans la nuque, à bout portant. Cela s'est passé mercredi 27 octobre dans la rue de la Goutte d'Or dans le 18ème.

Il a été assassiné, à 15 ans 1/2, parce qu'il est Algérien, parce que sa famille est une des plus pauvres du quartier, donc une des plus sans défense.

Il a été assassiné à 15 ans 1/2 parce que la propagande raciste utilise, jour après jour, la calomnie et le mensonge pour dresser les Français contre les Arabes; parce que des fascistes, des anciens membres de l'OAS, des flics poussent les gens à s'armer, à devenir des bêtes féroces, des assassins.

DJELLALI EST MORT, ASSASSINE QUI SONT LES RESPONSABLES ?

- Il n'y a pas que le concierge. C'est lui qui a tiré, qui a été l'instrument de cet ignoble crime raciste; il a même prémédité son crime: il avait acheté son arme depuis 3 semaines.

il avait menacé la famille de Jellali

il a guetté Jellali pendant plusieurs jours.

-Mais il n'y a pas que lui qui soit responsable: il y a ceux qui ont poussé au crime, qui ont attisé la haine, qui ont manipulé les esprits, qui ont conseillé au concierge de s'armer.

Le lendemain même du jour où Jellali a été tué, des fascistes faisaient circuler une pétition pour demander la libération de l'assassin. Ces gens-là veulent développer le climat de terreur et à partir de là, intensifier l'occupation policière et la répression sur les travailleurs; depuis le jour de l'assassinat, les gardes mobiles patrouillent, le fusil à l'épaule, dans les rues du quartier. Ils n'ont pas hésité à charger des gens qui discutaient dans la rue de l'assassinat de Jellali: ils ont frappé des enfants, des vieux, arrêté des ouvriers; deux personnes, un ouvrier Portugais une camarade Française sont inculpés !

Nous voulons que la vérité soit connue.

Nous voulons que les responsables, tous les responsables de cet ignoble crime raciste soient chatiés.

Nous appelons tous ceux qui sont indignés par cet assassinat tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à la montée du racisme anti-arabe et du fascisme, tous ceux qui ne veulent pas voir se reproduire les crimes en série de Chelles (3 ouvriers Arabes assassinés), de Boulogne ou de la Goutte d'Or à participer à un marche en direction de la mosquée pour rendre un dernier hommage à notre frère, victime du racisme.

TOUS DEVANT LA MAISON DE JELLALI BEN ALI AU 53 RUE DE LA GOUTTE
D'OR, DIMANCHE 7 NOVEMBRE A 14 HEURES

Supp. à Fédal n° 12

Comité Palestine
Secours Rouge 18ème
Des Habitants du quartier anti-
racistes.

DECLARATION

A propos de l'Assemblée Générale de l'AEMNAF (19.3.72)

Le Comité de Section de Paris, comme chaque année, a appelé les étudiants algériens à participer massivement à l'A.G électorale de l'AEMNAF qui se tenait le 19 Mars au 115 Bd Saint-Michel, siège de l'Association.

Cet appel du CS, s'est fait sur la base des mots d'ordre principaux de préservation de l'AEMNA, de l'approfondissement de son caractère syndical et démocratique, et de la lutte contre tous les ennemis de l'AEMNA. De nombreux étudiants algériens, à l'appel du CS sont venus à cette A.G et ont pu constater dans les faits que l'objectif fondamental, reste de préserver l'AEMNA, et ce

- pour les acquis qu'elle représente résultat des luttes du mouvement étudiant progressiste maghrébin
- et contre tous ces ennemis quel que soit le masque sous lequel ils se présentent.

En effet, des éléments aventuristes de tout bord, saisissant le faux problème des cartes, ont tenté de faire pénétrer par la force, des éléments étrangers au mouvement étudiant (éléments ne pouvant justifier ni de leur qualité d'étudiant, ni par conséquent de leur adhésion à l'AEMNA). Face à cette première manœuvre, qui visait à empêcher le bon déroulement de l'AG, la grande majorité des étudiants présents, sur la base de motion tranchèrent démocratiquement en refusant l'entrée à des éléments non-étudiants et non-adhérents à l'AEMNAF.

Devant la décision démocratique et majoritaire (158 voix Pour, 93 Contre) de l'A.G, un deuxième coup de force était commis. Défonçant la porte, la vingtaine d'éléments qui se trouvait à l'extérieur, armés de couteaux et des pieds en fer de tables qu'ils venaient de casser, forçaient le service de contrôle des cartes, alors que les camarades chargés de ce contrôle étaient agressés par des éléments venus de l'extérieur. Au même moment dans la salle des provocations avaient lieu contre des militants et des éléments prenaient d'assaut la tribune, montaient sur les tables et tentaient de s'emparer du micro dans un brouhaha où les slogans anti-communistes réalisaient l'unité de ces courants anti-syndicaux.

Considérant les conditions nouvelles créées par cette provocation, l'impossibilité dans de telles conditions (hystérie, absence de sécurité) le Comité Directeur prenait la décision responsable avec l'appui de la grande majorité des étudiants, d'arrêter les travaux de l'A.G. pour les poursuivre ultérieurement.

Les étudiants algériens et leur organisation l'UNEA, luttent depuis de nombreuses années contre les forces réactionnaires et anti-démocratiques pour le respect des libertés syndicales et démocratiques. Et c'est dans

ce cadre, qu'à Paris, ils n'ont cessé de renforcer l'AEMNAF organisation anti-impérialiste, progressiste et démocratique, dont la destruction a toujours été l'objectif des forces réactionnaires -attaques des forces droitières algérienne et tunisienne il y a quatre ans, sionistes ces deux dernières années.- Ce qui s'est passé à l'AG de l'AEMNAF n'est donc pas nouveau, mais a ceci de particulièrement grave que c'est après une décision démocratique de l'AG que le coup de force a eu lieu, bafouant ainsi l'expression démocratique de la majorité .

La désapprobation vive de la majorité des étudiants présents qui a dit "NON" aux méthodes fascistes, est la marque éclatante de l'échec politique cuisant qu'ont subi ces éléments irresponsables, qui au nom de slogans "pseudo-révolutionnaires", veulent imposer par la force et à coup de barres de fer, "leur démocratie", contre la majorité des étudiants .

Ces éléments s'il en était besoin encore, ont été démasqués, leur seule et unique base d'alliance : la destruction de l'AEMNA a été mis en relief. Tout comme a été clarifié le rôle objectif qu'ils jouent, celui que n'ont cessé de jouer les forces réactionnaires, par leurs manoeuvres de division, leurs provocations et leur arme privilégiée l'anti-communisme .

Le Comité de Section de Paris, appelle les étudiants à se dresser fermement comme ils l'ont fait à l'AG, contre les méthodes anti-démocratiques et autoritaires, d'où qu'elles viennent.

Il dénonce la "sainte-alliance" qui s'est constituée sur la seule base de porter atteinte à l'AEMNA et aux organisations qui la composent

Il appelle tous les étudiants progressistes au delà de leurs divergences de se démarquer clairement de ces éléments et de leurs agissements.

Aujourd'hui plus que jamais, les étudiants algériens, doivent être mobilisés et vigilants. Ils empêcheront comme ils l'ont déjà fait, que la force soit érigé en méthode dans le mouvement étudiant maghrébin à Paris, et pendant l'AG de l'AEMNAF.

Préserver le caractère et le fonctionnement démocratique de l'AEMNAF est intimement lié à la préservation de son orientation progressiste et syndicale .Le local, le bon fonctionnement du restaurant, la bibliothèque, la participation de l'AEMNA aux commissions d'admission et de réadmission des étudiants en cité-U, les multiples manifestations de solidarité anti-impérialiste internationale , le lieu d'information et de confrontation qu'est l'AEMNA sont des acquis de la lutte du mouvement étudiant progressiste maghrébin. Les étudiants algérien y ont contribué, et ils sauront préserver ces acquis parce qu'ils savent les mesurer.

- CONTRE L' IMPERIALISME LE SIONISME LA REACTION ET SES ALLIES
- POUR LE RESPECT DE LA DEMOCRATIE SYNDICALE
- CONTRE LES ENNEMIS DE L' AEMNAF et DES ORGANISATION NATIONALES REPRESENTATIVES

VIVE L' AEMNAF ANTI-IMPERIALISTE
PROGRESSISTE ET DEMOCRATIQUE .

.....

23 MARS: JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE
AVEC LE PEUPLE ET LES ETUDIANTS MAROCAINS

Le 22 mars 1965, un vaste mouvement de grèves secouait les établissements de l'enseignement secondaire au Maroc, à Casablanca particulièrement. Voulant protester contre des mesures iniques émanant du ministère de l'éducation nationale, les élèves se répandirent dans les rues pour manifester leur mécontentement.

Mais, au delà d'une simple manifestation lycéenne, par la participation des parents, des chômeurs, de toutes les couches déshéritées du peuple de Casablanca à ce mouvement, c'est toute la politique réactionnaire et anti-populaire ainsi que la nature même du régime qui étaient remis en cause. Devant l'ampleur prise par le mouvement et devant l'accueil favorable que lui fit une population révoltée par l'absence de libertés démocratiques, par la misère régnante et la climat permanent de répression, le pouvoir féodal fit intervenir la police puis l'armée mercenaire. Sous la direction et avec la participation effective d'Oufkir, "exécuteur des hautes oeuvres du régime", le pouvoir déclancha un massacre sans précédent.

Face à la levée en masse des lycéens, ouvriers et chômeurs, une répression sauvage s'abattit, faisant plus de 1000 morts parmi la population de Casablanca: emploi massif de l'armée, exécutions sommaires, fusillades meurtrières... Le pouvoir, par le biais d'un massacre, espérait mettre fin à l'agitation scolaire et au mécontentement populaire. En effet, face à la situation catastrophique dans laquelle se débattaient les couches populaires, il employa son arme préférée; la répression.

Aujourd'hui, le pouvoir n'a pas changé. Ses méthodes non plus... L'université marocaine, protestant contre un enseignement inadéquat, sélectif, sans débouchés et réservé à une élite, est en grève depuis plus de trois mois. Les établissements secondaires à travers tout le pays sont touchés par les grèves lycéennes. Un vaste mouvement de grèves et de révoltes anime la classe ouvrière et la paysannerie pauvre. Face à cette montée des luttes populaires, le pouvoir réactionnaire répond à sa manière: une répression sauvage. Arrestations, enlèvements et procès fallacieux se multiplient. Le muselage de la presse progressiste et l'absence des libertés démocratiques sont permanents. En 1972, comme en 1965, la répression est érigée en méthode de gouvernement.

C'est pourquoi nous appelons tous les étudiants à assister au meeting qui se tiendra le 23 mars 1972 à 20h30 à la Maison du Maroc, 1 Bd Jourdan (14°):

-POUR DENONCER LA REPRESSION QUI S'ABAT SUR LE PEUPLE MAROCAIN

-POUR COMMEMORER L'ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DE CASABLANCA

A BAS LA REPRESSION! VIVE LA LUTTE DU PEUPLE MAROCAIN

MEETING

Jeudi 23 Mars à 20h30

A LA MAISON DU MAROC 18^d JOURDAN